

Paris, le 10 octobre 2024

À QUAND LES PROGRAMMES D'EVARS ?

Dans sa saisine du CSP du 23 juin 2023, l'ex-ministre de l'Éducation nationale, Pap Ndiaye disait que "l'éducation à la sexualité est une dimension essentielle de la construction de la personne et de l'éducation du citoyen." Or, le Planning familial a pu constater, dans une enquête de novembre 2023, que 85% des élèves n'avaient pas accès aux 3 séances obligatoires par an. Ces chiffres sont particulièrement inquiétants lorsqu'on sait que :

- les violences sexuelles, notamment l'inceste, touchent 160 000 enfants chaque année,
- 2/3 des enfants de moins de 15 ans et 1/3 des enfants de moins de 12 ont déjà eu accès à des images pornographiques,
- 44 % des jeunes ayant déjà eu un rapport sexuel déclarent avoir essayé de reproduire des scènes ou des pratiques vues dans des films ou vidéos pornographiques,
- les actes LGBTIphobes ont augmenté de 28 % en France entre 2020 et 2021 et doublé en cinq ans,
- les personnes lesbiennes, gays et bisexuelles sont 2 à 3 fois plus souvent exposées à des violences psychologiques, verbales, physiques ou sexuelles que les personnes hétérosexuelles ; les chiffres sont encore plus alarmants pour les personnes trans.

L'école a un rôle majeur à jouer dans la protection des enfants en informant et en

construisant des réponses éducatives et pédagogiques dans la lutte contre le sexisme, les LGBTIphobies et les violences sexuelles et sexistes.

Le Conseil supérieur de l'Éducation a toutefois pu constater que la publication des projets de programme d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (EVARS) a été retardée de novembre 2023 à mars 2024 et que ceux-ci n'ont jamais été portés à l'avis du CSE.

Dans le même temps, les réseaux d'extrême droite, réactionnaires et LGBTIphobes, se sont organisés pour s'opposer à ces nouveaux programmes d'EVARS. Ainsi le "syndicat de la famille", issu du mouvement de la "Manif pour tous", a organisé des actions devant les rectorats de Nantes, Montpellier, Bordeaux, Orléans, Paris, Toulouse, Aix-en-Provence... Il participe également depuis la rentrée à une campagne de désinformation dans les médias, comparant les personnels prenant en charge l'EVARS à des pédophiles. En cette rentrée, les personnels ont pu constater une campagne d'affichage dans les académies de Nantes et de Lyon, par des groupes réactionnaires, pour dénoncer l'EVARS et propager des idées fausses au sujet de ces enseignements. Les pressions de ces groupes d'extrême droite fonctionnent. Depuis plusieurs mois, l'action du planning familial dans le cadre de l'EVARS s'est vue entravée. Certains départements ont refusé leurs interventions l'année dernière dans des établissements scolaires.

Nous savons que les forces réactionnaires et l'extrême droite se mobiliseront contre la publication des programmes d'EVARS. Nous avons en tête les violences qui ont eu lieu en Belgique en septembre 2023 mais nous nous souvenons également du "Jour de retrait", un mouvement réactionnaire qui avait vu le jour en France en 2014 et dont l'action avait poussé le ministère à renoncer aux ABCD de l'égalité. La crainte de la mobilisation de l'extrême droite contre un enseignement émancipateur, destiné à protéger les enfants des violences, ne doit pas entraver

l'action de notre ministère. Au contraire, il est impératif de publier ces programmes, de les expliquer aux parents d'élèves et de former les personnels. L'opacité et l'attente de la publication nourrissent le conspirationnisme et le militantisme des groupes réactionnaires qui y sont opposés : le ministère de l'Éducation nationale a une responsabilité pour empêcher l'obscurantisme de se propager. Il en va de la protection des personnels et des élèves.

SUD éducation intervient auprès du ministère de l'Éducation nationale pour que les personnels ciblés et fichés sur internet par l'extrême droite au nom de leur engagement syndical contre le racisme, le sexisme et les LGBTIphobies dans l'Éducation nationale soient protégés par leur employeur. Aucun personnel ne devrait assurer sa mission de service public d'éducation dans la crainte d'être agressé par l'extrême droite et abandonné par son employeur.